



Par l'action commune, passer des temps déraisonnables à une autre logique favorable aux travailleurs

Les temps sont vraiment déraisonnables.

La direction de Caterpillar veut licencier 733 salariés sur les 2000 qui travaillent en France. 19 ouvriers qui tenaient le piquet de grève devant l'usine d'Echirolles, dans l'Isère, étaient poursuivis en justice vendredi...pour entrave à la liberté de travailler ! Mais ils ne se laissent pas faire : à suivre...

M. Cirelli, vice-président de GDF-Suez vient d'obtenir une augmentation de salaire de 183 % : il a touché 1,297 million d'euros en 2008. M. Gadonneix, PDG d'EDF, a obtenu une augmentation de 25 % de salaire. Il touchera 900 000 euros en 2009.

Alors que le fonctionnement solidaire d'EDF et de GDF a plusieurs fois prouvé son efficacité et la disponibilité d'ouvriers et de techniciens formés et rapides, en particulier lors de catastrophes, la direction de cette entreprise veut casser ce système et transférer à une sous-traitance privée des missions essentielles pour la sécurité et le confort des usagers. Elle refuse les augmentations de salaire.

Les salariés du site de Saint Etienne du Rouvray, dans la Seine Maritime, bloquent l'entrée du site et font des coupures de courant. Sabotage !, s'écrient les patrons et la presse. Arme non-syndicale, jugent-ils en exégètes sarkoziens. La direction refuse la discussion, envoie les huissiers, menace d'envoyer la police et justifie benoîtement sa position en demandant que les revendications des grévistes soient revues à la baisse !

L'indécence de ces pratiques multipliées mille fois dans notre pays et qui frappent aussi les travailleurs dans notre département n'est qu'un symptôme du fonctionnement insupportable de notre société.

Le gouvernement est vraiment antisocial et favorable aux riches de façon indécente

Les décisions prises par les ministres dans le cadre de la loi Péresse, les décisions prises par le préfet dans le cadre de la RGPP, les décisions prises par le recteur et l'inspecteur d'académie aboutissent, si on laisse cette politique se développer, à un appauvrissement des services publics, la disparition de missions importantes, l'agonie de l'université de Pau et des Pays de l'Adour, la disparition progressive de l'enseignement professionnel initial, la disparition des structures de remédiation, l'abandon au bord du chemin de centaines d'élèves en difficulté, l'aggravation des conditions de travail de tous ces personnels, l'augmentation de la précarité de l'emploi public.

Le bouclier fiscal et la loi du 21 août 2007 cyniquement appelée TEPA (en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat...) aboutissent à un assèchement des ressources fiscales nationales, prétexte tout trouvé pour appauvrir les services publics. Le transfert de charges lourdes vers les collectivités territoriales va les contraindre, ou à des abandons de missions de service public, ou à des augmentations sensibles de la fiscalité territoriale, plus injustes que l'impôt progressif sur le revenu.



Il existe vraiment une alternative syndicale

Tous ces éléments qui concourent à la dégradation de la situation des salariés sont pris en compte dans la plateforme commune du 5 janvier des huit organisations syndicales :

La crise économique amplifiée par la crise financière internationale touche durement une grande partie des salariés dans leurs emplois et leurs revenus. Alors qu'ils n'en sont en rien responsables, les salariés, demandeurs d'emploi et retraités, sont les premières victimes de cette crise. Elle menace l'avenir des jeunes, met à mal la cohésion sociale et les solidarités ; elle accroît les inégalités et les risques de précarité.

Les seules lois du marché ne peuvent régler tous les problèmes.

Face à cette situation et considérant qu'il est de leur responsabilité d'agir en commun pour obtenir des mesures favorables aux salariés, les organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA ont décidé d'interpeller les entreprises, le patronat et l'Etat.

Surmonter la crise implique des mesures urgentes en faveur de l'emploi, des rémunérations et des politiques publiques intégrées dans une politique de relance économique.

1 – Donner la priorité au maintien des emplois dans un contexte de crise économique

2 – Améliorer le pouvoir d'achat, réduire les inégalités

3 – Orienter la relance économique vers l'emploi et le pouvoir d'achat

4 – Préserver et améliorer les garanties collectives

5 – Réglementer la sphère financière internationale

L'appel du 7 janvier des organisations syndicales de la Fonction Publique peut être repris mot pour mot pour inciter les collègues à participer massivement aux défilés revendicatifs du 1^{er} mai prochain. Changeons simplement la date de la manifestation :

En appelant les fonctionnaires et agents publics à participer massivement à la grève et aux manifestations le 1^{er} mai prochain, les organisations entendent exiger du gouvernement des réponses à leurs revendications portant sur :

** L'arrêt de la politique aveugle de suppressions d'emplois et un moratoire immédiat sur celles contenues dans le budget 2009 ;*

** L'ouverture urgente de négociations salariales visant en particulier à augmenter significativement la valeur du point et à réévaluer l'ensemble de la grille indiciaire pour améliorer la carrière des agents ;*

** Le retrait de projets porteurs de lourds reculs pour la population et les personnels et qui se traduisent notamment par des délocalisations et des fermetures massives de services de proximité et l'aggravation des conditions de travail ;*

** Les moyens nécessaires à la pérennisation du financement des missions publiques en lieu et place de l'actuelle politique d'austérité imposée aux services de l'Etat, aux collectivités locales et aux établissements hospitaliers.*

Face à la révision générale des politiques publiques (RGPP), elles rappellent leur détermination pour le développement de services publics de qualité dotés de tous les moyens nécessaires pour répondre encore mieux aux besoins sociaux et de solidarité.

Le tract intersyndical départemental commun qui appelle à participer massivement au 1^{er} mai reprend les mêmes raisons et insiste sur l'importance stratégique de réussir à rassembler de très importants cortèges revendicatifs le 1^{er} mai prochain :

Non ! Cela ne peut pas durer !

Ce n'est pas à nous de supporter les effets de la crise que leur politique a créée.

Le problème, c'est eux ! La solution, c'est nous tous, ensemble !

Il faut vraiment aller manifester le 1^{er} mai !

Il est très important pour tous les salariés, pour tous les syndiqués, pour les camarades qui se reconnaissent dans le courant de pensée unitaire U&A, de faire le maximum pour participer activement à un des défilés du 1^{er} mai dans le département et à amener le plus grand nombre de collègues à venir eux aussi : nous sommes dans une stratégie unitaire de rassemblement dans l'action sur la durée, pour construire le mouvement social qui imposera nos exigences communes.

Les choses ne vont probablement pas aussi vite que nous le souhaitons à la FSU et dans notre courant de pensée, mais la dynamique de la plateforme commune se renforce. Chacun de nous doit y prendre sa part.

U&A FSU 64, le 19 avril 2007

